

Politique sociale

SOUÇIS PRIVÉS, PATRONS IMPLIQUÉS

Santé, logement, violences conjugales... Les entreprises élargissent à de nouvelles thématiques les aides sociales proposées à leurs équipes. Un moyen d'améliorer leur marque employeur.

L

e groupe EDF accompagne ses salariés tout au long de leur vie professionnelle et personnelle. Nous nous employons à faciliter leur quotidien sur le plan matériel, à limiter leur charge mentale...», présente Céline Szczyrba, la responsable de la stratégie et de la diversité de l'emploi de l'électricien. À titre d'exemple, elle mentionne l'aide à l'achat de véhicules aménagés pour les collaborateurs en situation de handicap, une plateforme de soutien scolaire en ligne pour les enfants des salariés, ou encore une aide à trouver un emploi dans le groupe en cas de déménagement imposé par des violences intrafamiliales. Ce faisant, l'énergéticien répond à une obligation légale. Le code du travail, dans son article L4631, oblige en effet les établissements qui comptent plus de 250 salariés à organiser un service social du travail. Au-delà du respect du cadre légal, les employeurs attendent un bénéfice de leurs services sociaux : « Conserver ses salariés devient stratégique. Les entreprises ne veulent pas risquer de les voir partir à cause d'un surendettement, d'un problème de mobilité ou de logement », décrypte Béatrice Belabbas, la dirigeante et fondatrice de Sociobel, un service social interentreprises.

UNE VASTE PALETTE DE SERVICES

Parce que les difficultés personnelles ne s'arrêtent pas aux portes des entreprises, la palette des services sociaux mis à la disposition des salariés s'élargit. Enedis propose des actions de prévention en matière de santé, des aides à la parentalité, du soutien en cas de difficulté d'accès au logement... Une offre qui rencontre son public : chaque année, 3000 personnes font appel à un service social présent dans l'entreprise, soit un peu plus de 7 % des effectifs.

Renault a choisi de promouvoir la santé et de proposer des outils de prévention. Il y a presque deux ans, le constructeur automobile a créé un programme dénommé OneHealth, déployé dans l'ensemble des pays où le groupe est présent. Tous les salariés volontaires disposent de la possibilité d'effectuer un bilan de santé individuel. « Nous déployons une ap-

ADOBESTOCK



proche holistique du sujet», explique Sébastien Leroy, médecin coordinateur monde et France du dispositif. Sans boudier les outils numériques. Une application invite à changer ses habitudes autour du sommeil ou de l'alimentation, à relever des défis individuels ou en équipe... Pour que ce programme atteigne aussi les « cols bleus », et pas uniquement les cadres, des camions où réaliser des bilans de santé vont à la rencontre des ouvriers.

Les demandes faites aux services sociaux reflètent les évolutions de la société. Ainsi le pouvoir d'achat a-t-il suscité de nombreuses sollicitations, au point de permettre à une start-up comme Klara de proposer aux entreprises une offre dédiée : elle aide les salariés de ses clients à réaliser un diagnostic des aides financières auxquelles ils pourraient avoir accès, et monte les dossiers si toutes

ne sont pas perçues. Autres demandes en « forte poussée » selon Laurence Richard, la directrice adjointe de Prestasocial, celles liées aux difficultés d'accès au logement, en particulier des plus modestes dans l'attente d'un logement social, ou aux violences intra-familiales. « En somme, nous aidons à la prise en charge des vulnérabilités », synthétise Joël Riou, le fondateur et président de Responsage, initialement focalisé sur la question des salariés aidants et qui a depuis élargi son spectre d'interventions.

EN INTERNE OU AVEC DES PRESTATAIRES EXTERNES

Pour offrir ces services sociaux, nombre d'entreprises s'appuient sur des prestataires externes. C'est le cas des PME qui ne comptent pas assez de salariés pour justifier un poste d'assistant social à temps plein, ou les sociétés multisites. Mais le plus souvent, ces prestataires se joignent à des assistants sociaux salariés. Comme chez Orano. Le service social du groupe nucléaire compte deux binômes d'assistants sociaux internes, sur deux gros sites industriels (La Hague et Tricastin), et trois autres extérieurs, pour couvrir le reste du territoire. Tous sont chapeautés par une coordinatrice, elle-même assistante de service social à La Hague, Méli ssande Bonnemains. La palette des prestations est large : lutte contre la désinsertion professionnelle avec une proposition de visites à domicile après un arrêt maladie de longue durée, soutien pour remplir les dossiers administratifs de demande d'aides ou de prévoyance... La professionnelle apprécie que le service social soit en partie internalisé : « Cela offre une connaissance fine des accords d'entreprise, de sa culture, des procédures internes... »

Proposer ces prestations sociales, selon les entreprises, améliorera leur marque employeur : « Ce que nous mettons à disposition se sait, et le bouche-à-oreille nourrit l'attractivité du groupe », se félicite par exemple Céline Szczyrba, d'EDF. D'une seule voix, Prestasocial et Responsage estiment que les remontées qu'ils adressent à leurs clients, dans le respect du secret professionnel et donc de façon anonymisée, peuvent aider ces derniers à bâtir et piloter leurs politiques sociales, pour qu'elles répondent aux profils et aux besoins de leurs équipes. Quand les services sociaux deviennent un investissement d'avenir... # SOPHIE MASSIEU

LES PSE, UN MOMENT CRITIQUE

L'accompagnement social et psychologique offert par une entreprise à ses salariés peut s'avérer plus que bienvenu en cas de difficultés économiques. C'est le constat dressé par Xavier Feuvrier, le directeur de projet du cabinet de conseil Qualisocial. « En particulier dans certaines entreprises industrielles, auxquelles les collaborateurs sont très attachés, parfois depuis plusieurs générations. » En cas de plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), les entreprises ont pour obligation de proposer un accompagnement pour éviter les risques psychosociaux, complète Guillaume Sulmont, le président d'Aliquis, cabinet expert auprès des CSE. Les deux spécialistes s'accordent sur l'importance d'une aide psychologique

en de telles circonstances, notamment pour passer un cap et s'engager dans une recherche d'emploi. Quant aux services sociaux, ils peuvent être mis à contribution pour soutenir les salariés licenciés dans leurs démarches administratives ou demandes d'aides, alors que la perte d'un emploi peut engendrer des difficultés financières importantes. Toutefois, Guillaume Sulmont note que la taille des entreprises cause une inégalité de traitement. Les petites et moyennes, lorsqu'elles se retrouvent en difficulté, disposent de peu de marges de manœuvre financières pour accompagner leurs salariés vers la sortie. #

